

## Survivance et perspectives économiques

### Économie mondiale

Les perspectives économiques mondiales ne sont certes pas uniformément mauvaises à l'heure actuelle. L'impasse politique en France et en Allemagne pourrait se dénouer et les conflits en Europe de l'Est et au Moyen-Orient pourraient s'apaiser. Cela serait certainement bénéfique pour la croissance, tout comme le serait le maintien d'une expansion saine aux États-Unis. La poursuite de la détente monétaire télégraphiée pour 2025 par de nombreuses banques centrales sera également bienvenue. Mais tout cela pourrait pâlir face à la montée de l'incertitude. En effet, si l'élection de Donald Trump à la présidence des États-Unis s'avérait un réel tournant dans l'histoire économique moderne, si le processus de mondialisation des 70 dernières années devait stagner, ou pire, être renversé, de nombreuses économies se trouveraient en bien mauvaise posture pour faire face aux nombreux défis qu'un tel scénario ne manquerait pas d'entraîner. Les puissances manufacturières que sont la Chine et l'Allemagne peinent déjà à trouver leur élan et d'autres pays ont des finances publiques en piètre état. Il ne s'agit heureusement pas encore là de notre scénario de base. Nous continuons à penser que les instincts protectionnistes de Washington demeureront relativement contenus et que le pire de la guerre commerciale pourra être évité. Cela ne signifie pas pour autant que la croissance mondiale sera solide. C'est que la menace d'imposition de droits de douane risque de continuer de planer au-dessus de nos têtes pendant les quatre prochaines années et que celle-ci n'est pas de nature à stimuler l'investissement des entreprises. Et lorsque les entreprises ont moins confiance, le marché du travail tend à être moins porteur et la consommation moins vigoureuse. Le produit intérieur brut (PIB) mondial devrait tout de même parvenir à augmenter de 3,0 % <sup>(1)</sup> en 2025 selon notre scénario de base.

L'année 2024 s'est achevée sur une note positive aux États-Unis, avec une croissance du PIB réel de 2,3 % en rythme annualisé au quatrième trimestre de 2024. Ces résultats ont couronné une très bonne année 2024, au cours de laquelle le PIB a progressé de pas moins de 2,8 %, soit beaucoup plus que ce qui avait été initialement prévu par les économistes. C'est que la croissance démographique, les déficits gouvernementaux et l'augmentation de la richesse des ménages ont été sous-estimés. Il y a à peine un mois, les perspectives pour 2025 semblaient plutôt positives. Le programme de la nouvelle administration contenait certes des éléments susceptibles de ralentir l'expansion économique, tels que les droits de douane et les expulsions massives de migrants, mais la plupart des économistes pensaient que ces mesures resteraient limitées à un minimum et seraient largement compensées par des politiques favorables à la croissance, telles que les réductions d'impôts et la déréglementation. Malheureusement, les événements récents ont réduit notre conviction selon laquelle les instincts protectionnistes de Washington seront contenus. La nouvelle administration a déjà annoncé des tarifs de 10 % supplémentaires à la Chine et menace de faire de même avec l'Europe. Pour le moment, nous anticipons une croissance de 2,2 % <sup>(1)</sup> en 2025 grâce à un bon élan en début d'année. La deuxième moitié de l'année pourrait être moins dynamique en raison d'une politique monétaire toujours restrictive qui tente de juguler une inflation trop élevée. Par ailleurs, la vigueur du dollar américain pourrait également freiner les exportations.

### Économie du Canada

Au Canada, la faible croissance économique et la hausse du taux de chômage au cours des deux dernières années ont contribué à juguler l'inflation. En réponse, la Banque du Canada a rapidement assoupli sa politique monétaire depuis juin afin d'offrir un répit à l'économie. Cette stratégie semble avoir porté ses fruits, comme en témoigne l'accélération de la croissance au dernier trimestre de l'année, atteignant 1,8 % en rythme annualisé (contre 1,1 % au troisième trimestre de 2024). Par conséquent, le PIB par habitant a enregistré sa première hausse en sept trimestres. Parallèlement, le taux de chômage a reculé de 0,3 point de pourcentage au cours des deux derniers mois, s'établissant à 6,6 % en janvier. Les embauches dans le secteur privé se sont récemment améliorées, mais la pérennité de cette tendance reste incertaine. En effet, la dernière enquête de la Banque du Canada révèle que peu d'entreprises signalent des pénuries de main-d'œuvre et que les taux de vacance dans le secteur privé demeurent faibles. Grâce aux baisses de taux d'intérêt mises en place, les conditions semblaient propices à une amélioration de la situation économique au cours de l'année. Selon nos calculs, les économies réalisées par les emprunteurs à taux variable pourraient, à l'échelle macroéconomique, compenser le choc financier subi par ceux qui doivent renouveler leur prêt hypothécaire cette année. De plus, les mesures gouvernementales, telles que l'exonération de la taxe sur les produits et services (TPS) et l'envoi de chèques de 200 \$ aux Ontariens, pourraient également stimuler la consommation. Cependant, les droits de douane représentent une menace persistante pour l'économie canadienne. Même si ces mesures ne sont jamais mises en œuvre, leur seule possibilité freine l'investissement, de nombreux projets étant désormais suspendus. Nous anticipons une croissance du PIB de 1,2 % <sup>(1)</sup> en 2025 et de 1,5 % <sup>(1)</sup> en 2026 alors que nous estimons que la croissance économique potentielle se situe aux alentours de 1,2 % <sup>(1)</sup>, freinée par des perspectives démographiques moroses. Évidemment, ces perspectives seraient révisées à la baisse advenant l'imposition de tarifs par le nouveau président américain.

### Économie du Québec

Le PIB réel par habitant du Québec est resté inchangé au cours des trois derniers trimestres et est conforme à son niveau d'avant la pandémie, tandis que le PIB réel de l'ensemble du pays est resté inférieur à son niveau d'avant la pandémie. Cette plus grande résilience relative se reflète également sur le marché du travail qui demeure plus solide avec un taux de chômage de seulement 5,4 % en janvier, soit le plus faible des provinces avec la Saskatchewan. Cette surperformance s'explique par des fondamentaux économiques solides. Le niveau d'endettement des ménages québécois est plus faible que la moyenne canadienne, ce qui les a bien servis lors du resserrement monétaire postpandémique. Le Québec est ainsi la province qui a la plus forte proportion de ménages qui décrivent leur situation financière comme bonne. D'ailleurs, le marché immobilier montre un rebond d'activité plus prononcé qu'au niveau national au cours des derniers mois. Le taux d'épargne beaucoup plus élevé que la moyenne nationale représente un coussin pouvant atténuer le choc sur la consommation advenant une détérioration de la toile de fond économique. Comme le Canada dans son ensemble, le Québec est vulnérable advenant l'imposition de tarifs, les exportations vers les États-Unis représentant 15 % du PIB (contre 19 % pour le Canada). Cependant, l'économie québécoise est moins vulnérable à des chocs sectoriels. En effet, en Amérique du Nord, le Québec est la troisième juridiction la plus diversifiée après le Manitoba et la Pennsylvanie. En matière d'exportations, le Québec est la province la plus diversifiée. Nous prévoyons une faible croissance de 1,0 % <sup>(1)</sup> en 2025. Considérant la croissance de la population plus faible pour la province que pour la moyenne canadienne, cela serait suffisant pour permettre au Québec de maintenir un taux de chômage confortablement sous la moyenne nationale, soit 5,7 % <sup>(1)</sup> en 2025 (contre 6,9 % <sup>(1)</sup> pour le Canada).

(1) Prévisions de la croissance du PIB réel ou du taux de chômage, groupe Économie et Stratégie de Financière Banque Nationale

## Faits saillants

(en millions de dollars canadiens, sauf pour les données par action)

	Trimestre terminé le 31 janvier		
	2025	2024 <sup>(1)</sup>	Variation %
<b>Résultats d'exploitation</b>			
Revenu total	3 183	2 710	17
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	1 537	1 261	22
Résultat net	997	922	8
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires <sup>(2)</sup>	16,7 %	17,1 %	
Levier opérationnel <sup>(2)</sup>	3,9 %	1,6 %	
Ratio d'efficience <sup>(2)</sup>	51,7 %	53,5 %	
<b>Résultat par action</b>			
de base	2,81 \$	2,61 \$	8
dilué	2,78 \$	2,59 \$	7
<b>Résultats d'exploitation – ajustés <sup>(3)</sup></b>			
Revenu total – ajusté <sup>(3)</sup>	3 230	2 710	19
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts – ajusté <sup>(3)</sup>	1 610	1 261	28
Résultat net – ajusté <sup>(3)</sup>	1 050	922	14
Rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires – ajusté <sup>(4)</sup>	17,6 %	17,1 %	
Levier opérationnel – ajusté <sup>(4)</sup>	7,4 %	1,6 %	
Ratio d'efficience – ajusté <sup>(4)</sup>	50,2 %	53,5 %	
Résultat dilué par action – ajusté <sup>(3)</sup>	2,93 \$	2,59 \$	13
<b>Informations sur les actions ordinaires</b>			
Dividendes déclarés	1,14 \$	1,06 \$	8
Valeur comptable <sup>(2)</sup>	68,15 \$	61,18 \$	
Cours de l'action			
haut	140,76 \$	103,38 \$	
bas	128,79 \$	86,50 \$	
clôture	128,99 \$	102,83 \$	
Nombre d'actions ordinaires (en milliers)	341 085	339 166	
Capitalisation boursière	43 997	34 876	

	Au 31 janvier 2025	Au 31 octobre 2024	Variation %
(en millions de dollars canadiens)			
<b>Bilan et hors bilan</b>			
Actif total	483 833	462 226	5
Prêts, déduction faite des provisions	246 620	243 032	1
Dépôts	351 095	333 545	5
Capitaux propres attribuables aux actionnaires ordinaires	23 245	22 400	4
Actifs sous administration <sup>(2)</sup>	820 125	766 082	7
Actifs sous gestion <sup>(2)</sup>	165 502	155 900	6
<b>Ratios réglementaires selon Bâle III <sup>(5)</sup></b>			
Ratios des fonds propres			
catégorie 1 sous forme d'actions ordinaires (CET1)	13,6 %	13,7 %	
catégorie 1 <sup>(6)</sup>	15,5 %	15,9 %	
total <sup>(6)</sup>	17,1 %	17,0 %	
Ratio de levier <sup>(6)</sup>	4,3 %	4,4 %	
Ratio TLAC <sup>(5)</sup>	31,2 %	31,2 %	
Ratio de levier TLAC <sup>(5)</sup>	8,7 %	8,6 %	
Ratio de liquidité à court terme (LCR) <sup>(5)</sup>	154 %	150 %	
Ratio structurel de liquidité à long terme (NSFR) <sup>(5)</sup>	123 %	122 %	
<b>Autres renseignements</b>			
Nombre d'employés – mondial (équivalent temps plein)	29 508	29 196	1
Nombre de succursales au Canada	362	368	(2)
Nombre de guichets automatiques au Canada	937	940	–

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de la cessation de la présentation des revenus et de la charge d'impôts selon la méthode de l'équivalent imposable.

(2) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(3) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 9 pour le détail des mesures financières non conformes aux PCGR.

(4) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 9 pour le détail des ratios non conformes aux PCGR.

(5) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 9 pour de plus amples renseignements sur les mesures de gestion du capital.

(6) Les ratios au 31 janvier 2025 tiennent compte du rachat d'actions privilégiées série 32 effectué le 17 février 2025.

# Analyse financière

## Résultats consolidés

(en millions de dollars canadiens)

Trimestre terminé le 31 janvier

	2025	2024 <sup>(1)</sup>	Variation %
<b>Résultats d'exploitation</b>			
Revenu net d'intérêts	972	751	29
Revenus autres que d'intérêts	2 211	1 959	13
Revenu total	3 183	2 710	17
Frais autres que d'intérêts	1 646	1 449	14
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	1 537	1 261	22
Dotations aux pertes de crédit	254	120	
Résultat avant charge d'impôts	1 283	1 141	12
Charge d'impôts	286	219	31
Résultat net	997	922	8
Résultat dilué par action <i>(en dollars)</i>	2,78	2,59	7
<b>Éléments particuliers <sup>(2)</sup></b>			
Amortissement des frais d'émission des reçus de souscription	(28)	–	
Gain sur réévaluation à la juste valeur d'une participation	4	–	
Gestion des variations de la juste valeur relative à l'acquisition de CWB	(23)	–	
Charges liées à l'acquisition et à l'intégration de CWB	(26)	–	
Éléments particuliers avant impôts	(73)	–	
Charge d'impôts liée aux éléments particuliers	(20)	–	
Éléments particuliers après impôts	(53)	–	
<b>Résultats d'exploitation – ajustés <sup>(2)</sup></b>			
Revenu net d'intérêts – ajusté	1 000	751	33
Revenus autres que d'intérêts – ajustés	2 230	1 959	14
Revenu total – ajusté	3 230	2 710	19
Frais autres que d'intérêts – ajustés	1 620	1 449	12
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts – ajusté	1 610	1 261	28
Dotations aux pertes de crédit	254	120	
Résultat avant charge d'impôts – ajusté	1 356	1 141	19
Charge d'impôts – ajustée	306	219	40
Résultat net – ajusté	1 050	922	14
Résultat dilué par action – ajusté <i>(en dollars)</i>	2,93	2,59	13
Actif moyen <sup>(3)</sup>	488 208	442 666	10
Prêts moyens <sup>(3) (4)</sup>	244 706	228 161	7
Dépôts moyens <sup>(3)</sup>	349 630	301 533	16
Levier opérationnel <sup>(5)</sup>	3,9 %	1,6 %	
Levier opérationnel – ajusté <sup>(6)</sup>	7,4 %	1,6 %	
Ratio d'efficience <sup>(5)</sup>	51,7 %	53,5 %	
Ratio d'efficience – ajusté <sup>(6)</sup>	50,2 %	53,5 %	

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de la cessation de la présentation des revenus et de la charge d'impôts selon la méthode de l'équivalent imposable.

(2) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 9 pour le détail des mesures financières non conformes aux PCGR.

(3) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

(4) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations pour le trimestre terminé le 31 janvier 2024.

(5) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(6) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 9 pour le détail des ratios non conformes aux PCGR.

## Résultats financiers

Pour le premier trimestre de 2025, la Banque affiche un résultat net de 997 M\$ comparativement à 922 M\$ au premier trimestre de 2024, en hausse de 8 %. Le résultat dilué par action s'établit à 2,78 \$ au premier trimestre de 2025 par rapport à 2,59 \$ au trimestre correspondant de 2024. Ces hausses s'expliquent par la croissance du revenu total de tous les secteurs d'exploitation atténuée par l'augmentation des frais autres que d'intérêts et des dotations aux pertes de crédit. Le résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts atteint 1 537 M\$ au premier trimestre de 2025 comparativement à 1 261 M\$ au trimestre correspondant de 2024, une hausse de 22 % provenant de la bonne performance de tous les secteurs d'exploitation, notamment les secteurs des Marchés financiers et de Gestion de patrimoine. Le résultat net ajusté de 1 050 M\$ pour le premier trimestre de 2025, qui exclut les éléments particuliers liés à l'acquisition de CWB, est en hausse de 14 % et se compare à 922 M\$ pour le trimestre correspondant de 2024. Le résultat dilué par action ajusté se chiffre à 2,93 \$ par rapport à 2,59 \$ pour le premier trimestre de 2024, en hausse de 13 %.

Le rendement des capitaux propres attribuables aux détenteurs d'actions ordinaires s'établit à 16,7 % pour le trimestre terminé le 31 janvier 2025, et se compare à 17,1 % pour le trimestre correspondant de 2024.

## Revenu total

Le revenu total de la Banque s'établit à 3 183 M\$ au premier trimestre de 2025, en hausse de 473 M\$ ou 17 % comparativement au trimestre correspondant de 2024. Le revenu total du secteur des Particuliers et Entreprises est en hausse de 4 % en raison de la croissance des prêts et des dépôts des particuliers et des entreprises (incluant la transition des acceptations bancaires vers des prêts à taux CORRA (*Canadian Overnight Repo Rate Average*)) qui a plus que compensé l'incidence du recul de la marge nette d'intérêts, ainsi qu'en raison de l'augmentation des revenus de commissions internes liées à la distribution des produits du secteur de Gestion de patrimoine. Ces augmentations ont été atténuées par une baisse des revenus de crédit en lien avec la transition des acceptations bancaires vers des prêts au taux CORRA. Le revenu total du secteur de Gestion de patrimoine affiche une croissance de 18 % qui provient principalement des revenus tirés des services tarifés, notamment des revenus de frais de gestion de placement et de services fiduciaires ainsi que des revenus de fonds communs de placement. La croissance est également attribuable à l'augmentation du revenu net d'intérêts, ainsi que des commissions de courtage en valeurs mobilières, conséquence de la hausse des activités de la clientèle. Le revenu total enregistré dans le secteur des Marchés financiers au premier trimestre de 2025 augmente de 40 % par rapport au premier trimestre de 2024 en raison de la hausse marquée des revenus des marchés mondiaux. Le revenu total du secteur FSEU&I est en hausse de 24 % comparativement au premier trimestre de 2024, grâce à la progression des revenus de la filiale ABA Bank provenant de la croissance de ses activités ainsi qu'à l'augmentation des revenus de la filiale Credigy. Le revenu total de la rubrique *Autres* du premier trimestre de 2025 est moins élevé qu'au trimestre correspondant de 2024, une baisse principalement attribuable à la contribution plus faible des activités de trésorerie et à l'impact défavorable des éléments particuliers liés à l'acquisition de CWB. En excluant les éléments particuliers enregistrés au cours du premier trimestre de 2025, le revenu total ajusté s'élève à 3 230 M\$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2025, contre 2 710 M\$ pour le trimestre correspondant de 2024, une hausse de 19 %.

## Frais autres que d'intérêts

Au premier trimestre de 2025, les frais autres que d'intérêts se chiffrent à 1 646 M\$, en hausse de 197 M\$ ou 14 % par rapport au trimestre correspondant de 2024. Cette augmentation s'explique par la hausse de la rémunération et des avantages du personnel, provenant de la croissance des salaires ainsi que de la rémunération variable en lien avec la croissance des revenus. Les frais d'occupation, incluant les frais d'amortissement, affichent une hausse par rapport au premier trimestre de 2024, en partie attribuable à des frais liés au nouveau siège social de la Banque ainsi qu'à l'expansion du réseau bancaire de la filiale ABA Bank. La hausse des frais de technologie, incluant les frais d'amortissement, s'explique par des investissements importants en lien avec l'évolution technologique de la Banque et le plan de développement des affaires, ainsi que par des charges enregistrées au cours du trimestre terminé le 31 janvier 2025 relativement à l'intégration de CWB. Les honoraires professionnels sont également en hausse, notamment en raison des charges liées à l'acquisition et à l'intégration de CWB enregistrées au cours du premier trimestre de 2025. Enfin, les frais de communication sont en hausse par rapport au trimestre correspondant de 2024, alors que les autres frais sont en baisse. Les frais autres que d'intérêts ajustés s'établissent à 1 620 M\$ au premier trimestre de 2025 comparativement à 1 449 M\$ au trimestre correspondant de 2024, une hausse de 12 %.

## Dotations aux pertes de crédit

Pour le premier trimestre de 2025, la Banque a enregistré des dotations aux pertes de crédit de 254 M\$ par rapport à 120 M\$ au trimestre correspondant de 2024. Les dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés excluant les prêts dépréciés dès leur acquisition ou leur création (DAC)<sup>(1)</sup> sont en hausse de 97 M\$ par rapport au premier trimestre de 2024. Cette augmentation provient des Services aux particuliers (incluant les créances sur cartes de crédit), des Services aux entreprises, du secteur des Marchés financiers ainsi que des filiales Credigy et ABA Bank. Les dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés sont en hausse de 27 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2024 principalement en raison de l'impact moins favorable lié à la mise à jour des scénarios macroéconomiques, d'une détérioration du risque de crédit plus importante qu'au premier trimestre de 2024 ainsi que les incertitudes entourant l'imposition de nouveaux droits de douanes. De plus, les dotations aux pertes de crédit sur les prêts DAC sont en hausse de 10 M\$, principalement en raison de récupérations de pertes de crédit enregistrées au cours du premier trimestre de 2024 à la suite de remboursements de prêts DAC des Services aux entreprises.

## Charge d'impôts

La charge d'impôts pour le premier trimestre de 2025 totalise 286 M\$ comparativement à 219 M\$ pour le trimestre correspondant de 2024. Le taux effectif d'imposition du premier trimestre de 2025 s'établit à 22 % par rapport à 19 % au trimestre correspondant de 2024. Ceci s'explique principalement par un niveau plus faible des revenus exonérés d'impôts au premier trimestre de 2025 et par l'impact de l'application des règles du Pilier 2 (pour de plus amples renseignements, se reporter à la section « Impôts sur le résultat »).

(1) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

## Résultats sectoriels

La Banque exerce ses activités dans quatre secteurs d'exploitation : Particuliers et Entreprises, Gestion de patrimoine, Marchés financiers et Financement spécialisé aux États-Unis et International qui regroupe principalement les activités des filiales Credigy Ltd. (Credigy) et Advanced Bank of Asia Limited (ABA Bank). Les autres activités opérationnelles, certains éléments particuliers ainsi que les activités de trésorerie et de la filiale Technologie Flinks inc. (Flinks) sont regroupés à des fins de présentation dans la rubrique *Autres* des informations sectorielles. Chaque secteur se distingue par le service offert, le type de clientèle visé et la stratégie de commercialisation mise en place.

### Particuliers et Entreprises

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 31 janvier		
	2025	2024	Variation %
<b>Résultats d'exploitation</b>			
Revenu net d'intérêts	944	870	9
Revenus autres que d'intérêts	260	284	(8)
Revenu total	1 204	1 154	4
Frais autres que d'intérêts	641	615	4
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	563	539	4
Dotations aux pertes de crédit	162	71	
Résultat avant charge d'impôts	401	468	(14)
Charge d'impôts	111	129	(14)
<b>Résultat net</b>	<b>290</b>	<b>339</b>	<b>(14)</b>
Marge nette d'intérêts <sup>(1)</sup>	2,28 %	2,36 %	
Actif moyen portant intérêts <sup>(1)</sup>	164 340	146 700	12
Actif moyen <sup>(2)</sup>	165 861	155 031	7
Prêts moyens <sup>(2) (3)</sup>	164 097	153 291	7
Prêts dépréciés nets <sup>(1)</sup>	557	323	72
Prêts dépréciés nets en % du total des prêts et acceptations <sup>(1)</sup>	0,3 %	0,2 %	
Dépôts moyens <sup>(2)</sup>	92 032	88 949	3
Ratio d'efficience <sup>(1)</sup>	53,2 %	53,3 %	

(1) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

(2) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

(3) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations pour le trimestre terminé le 31 janvier 2024.

Le secteur des Particuliers et Entreprises affiche un résultat net de 290 M\$ au premier trimestre de 2025 comparativement à 339 M\$ au trimestre correspondant de 2024, une baisse de 14 % qui s'explique par une augmentation significative des dotations aux pertes de crédit qui a plus que contrebalancé la progression du revenu total du secteur. Le résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts se chiffre à 563 M\$, en hausse de 4 % par rapport au premier trimestre de 2024. La hausse de 9 % du revenu net d'intérêts au premier trimestre de 2025 provient de la croissance des prêts et des dépôts des particuliers et des entreprises (incluant la transition des acceptations bancaires vers des prêts au taux CORRA), ce qui a plus que compensé l'incidence du recul de la marge nette d'intérêts, à 2,28 % comparativement à 2,36 % au premier trimestre de 2024. Par ailleurs, les revenus autres que d'intérêts sont en baisse de 8 % par rapport au trimestre correspondant de 2024, notamment en raison de la transition des acceptations bancaires vers des prêts au taux CORRA.

Le revenu total des Services aux particuliers est en hausse de 22 M\$ par rapport au premier trimestre de 2024. L'augmentation provient de la hausse du revenu net d'intérêts, attribuable à la croissance des prêts et des dépôts ainsi qu'à l'augmentation des revenus de commissions internes liées à la distribution des produits du secteur de Gestion de patrimoine. Le revenu total des Services aux entreprises est en hausse de 28 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2024, principalement en raison d'une augmentation du revenu net d'intérêts, attribuable à la croissance des prêts (incluant la transition des acceptations bancaires vers des prêts au taux CORRA) et des dépôts, atténuée par un recul de la marge nette d'intérêts sur les prêts.

Les frais autres que d'intérêts du secteur de 641 M\$ au premier trimestre de 2025 sont en hausse de 4 % par rapport au trimestre correspondant de 2024. Cette hausse s'explique principalement par une hausse de la rémunération et des avantages du personnel, principalement attribuable à des hausses salariales, et par l'augmentation des investissements liés à l'évolution technologique du secteur. Le ratio d'efficience de 53,2 % pour le premier trimestre de 2025 s'améliore de 0,1 point de pourcentage par rapport au premier trimestre de 2024.

Le secteur a enregistré des dotations aux pertes de crédit de 162 M\$ comparativement à 71 M\$ au premier trimestre de 2024, une hausse de 91 M\$. Cette hausse est principalement attribuable à l'augmentation des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés des Services aux particuliers (incluant les créances sur cartes de crédit) et des Services aux entreprises. De plus, les dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés sont en hausse par rapport au trimestre correspondant de 2024 et des récupérations de pertes de crédit avaient été enregistrées au cours du premier trimestre de 2024 à la suite de remboursements de prêts DAC des Services aux entreprises.

## Gestion de patrimoine

(en millions de dollars canadiens)

	Trimestre terminé le 31 janvier		
	2025	2024	Variation %
<b>Résultats d'exploitation</b>			
Revenu net d'intérêts	227	198	15
Revenus tirés des services tarifés	450	375	20
Revenus tirés des transactions et autres revenus	99	87	14
Revenu total	776	660	18
Frais autres que d'intérêts	441	390	13
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	335	270	24
Dotations aux pertes de crédit	2	–	
Résultat avant charge d'impôts	333	270	23
Charge d'impôts	91	74	23
<b>Résultat net</b>	<b>242</b>	<b>196</b>	<b>23</b>
Actif moyen <sup>(1)</sup>	10 611	8 708	22
Prêts moyens <sup>(1)(2)</sup>	9 443	7 713	22
Prêts dépréciés nets <sup>(3)</sup>	17	5	
Dépôts moyens <sup>(1)</sup>	43 463	41 216	5
Actifs sous administration <sup>(3)</sup>	820 125	712 488	15
Actifs sous gestion <sup>(3)</sup>	165 502	132 822	25
Ratio d'efficience <sup>(3)</sup>	56,8 %	59,1 %	

(1) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période

(2) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations pour le trimestre terminé le 31 janvier 2024.

(3) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

Le résultat net du secteur de Gestion de patrimoine s'élève à 242 M\$ au premier trimestre de 2025 comparativement à 196 M\$ au trimestre correspondant de 2024, une augmentation de 23 %. Le revenu total du secteur de 776 M\$ est en hausse de 116 M\$ ou 18 % comparativement à 660 M\$ au premier trimestre de 2024. La hausse du revenu net d'intérêts de 15 % par rapport au trimestre correspondant de 2024 s'explique par l'accroissement des volumes de prêts et de dépôts ainsi que par l'impact favorable du changement dans la composition des dépôts. La hausse de 20 % des revenus tirés des services tarifés est attribuable à l'appréciation des marchés boursiers comparativement au trimestre correspondant de 2024 et à des entrées nettes positives dans les diverses solutions. Les revenus tirés des transactions et autres revenus sont en hausse de 14 % par rapport au trimestre correspondant de 2024 en raison de l'augmentation des activités de la clientèle.

Les frais autres que d'intérêts de 441 M\$ au premier trimestre de 2025 sont en hausse de 13 % par rapport à 390 M\$ au premier trimestre de 2024. L'augmentation est attribuable à la hausse de la rémunération et des avantages du personnel, notamment attribuable à la rémunération variable en lien avec la croissance des revenus, ainsi qu'à la hausse des dépenses technologiques liée aux initiatives du secteur. Le ratio d'efficience, qui s'élève à 56,8 % pour le premier trimestre de 2025, s'améliore comparativement à 59,1 % pour le trimestre correspondant de 2024. Les dotations aux pertes de crédit s'élèvent à 2 M\$ pour le premier trimestre de 2025 alors qu'elles étaient négligeables pour le premier trimestre de 2024.

## Marchés financiers

(en millions de dollars canadiens)

Trimestre terminé le 31 janvier

	2025	2024 <sup>(1)</sup>	Variation %
<b>Résultats d'exploitation</b>			
Marchés mondiaux			
Titres de participation	367	130	182
Taux d'intérêt et crédit	170	142	20
Produits de base et devises	58	71	(18)
	595	343	73
Services financiers aux entreprises et services de banque d'investissement	312	304	3
Revenu total	907	647	40
Frais autres que d'intérêts	367	313	17
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts	540	334	62
Dotations aux pertes de crédit	36	17	
Résultat avant charge d'impôts	504	317	59
Charge d'impôts	87	9	
<b>Résultat net</b>	<b>417</b>	<b>308</b>	<b>35</b>
Actif moyen <sup>(2)</sup>	211 793	190 443	11
Prêts moyens <sup>(2) (3)</sup> (grandes entreprises seulement)	31 472	31 659	(1)
Prêts dépréciés nets <sup>(4)</sup>	129	20	
Prêts dépréciés nets en % du total des prêts et acceptations <sup>(4)</sup>	0,4 %	0,1 %	
Dépôts moyens <sup>(2)</sup>	74 330	63 335	17
Ratio d'efficacité <sup>(4)</sup>	40,5 %	48,4 %	

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de la cessation de la présentation des revenus et de la charge d'impôts selon la méthode de l'équivalent imposable.

(2) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

(3) Incluant les engagements de clients en contrepartie d'acceptations pour le trimestre terminé le 31 janvier 2024.

(4) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

Le secteur des Marchés financiers affiche un résultat net de 417 M\$ au premier trimestre de 2025, comparativement à 308 M\$ au trimestre correspondant de 2024, en hausse de 35 %. Le revenu total se chiffre à 907 M\$, contre 647 M\$ au premier trimestre de 2024, une hausse significative de 260 M\$ ou 40 %. Les revenus des marchés mondiaux augmentent de 73 % compte tenu de la hausse des revenus sur les titres de participation ainsi que des revenus sur les produits de taux d'intérêt et de crédit, atténuée par la baisse des revenus sur les produits de base et devises. Les revenus des services financiers aux entreprises et services de banque d'investissement du premier trimestre de 2025 sont en hausse de 3 % par rapport au trimestre correspondant de 2024, en raison de la croissance des revenus des services bancaires et des revenus liés aux activités sur les marchés des capitaux en partie contrebalancée par la diminution des revenus tirés des activités de fusions et acquisitions.

Les frais autres que d'intérêts du premier trimestre de 2025 s'établissent à 367 M\$, en hausse de 17 % par rapport au premier trimestre de 2024, ce qui s'explique par l'augmentation de la rémunération et des avantages du personnel, notamment attribuable à la rémunération variable résultant de la croissance des revenus, ainsi que par l'augmentation des frais liés aux investissements technologiques et des autres frais liés à l'accroissement des activités du secteur. Le ratio d'efficacité s'améliore de 7,9 points de pourcentage pour s'établir à 40,5 % pour le premier trimestre de 2025 comparativement à 48,4 % pour le premier trimestre de 2024, une amélioration en lien avec une croissance marquée des revenus du secteur. Pour le trimestre terminé le 31 janvier 2025, les dotations aux pertes de crédit sont en hausse de 19 M\$ par rapport au premier trimestre de 2024. Cette hausse s'explique essentiellement par des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés de 18 M\$ enregistrées au premier trimestre de 2025, alors que des récupérations de pertes de crédit sur les prêts dépréciés de 2 M\$ avaient été enregistrées au cours du trimestre correspondant de 2024.

## Financement spécialisé aux États-Unis et International (FSEU&I)

(en millions de dollars canadiens)

Trimestre terminé le 31 janvier

	2025	2024	Variation %
<b>Revenu total</b>			
Credigy	145	125	16
ABA Bank	248	194	28
International	12	7	
	405	326	24
<b>Frais autres que d'intérêts</b>			
Credigy	40	35	14
ABA Bank	83	65	28
International	–	–	
	123	100	23
<b>Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts</b>	<b>282</b>	<b>226</b>	<b>25</b>
<b>Dotations aux pertes de crédit</b>			
Credigy	30	25	20
ABA Bank	21	11	91
International	–	–	
	51	36	42
<b>Résultat avant charge d'impôts</b>	<b>231</b>	<b>190</b>	<b>22</b>
<b>Charge d'impôts</b>			
Credigy	16	14	14
ABA Bank	30	25	20
International	2	1	
	48	40	20
<b>Résultat net</b>			
Credigy	59	51	16
ABA Bank	114	93	23
International	10	6	
	183	150	22
Actif moyen <sup>(1)</sup>	31 197	26 025	20
Prêts et créances moyens <sup>(1)</sup>	23 428	20 787	13
Prêts dépréciés dès leur acquisition ou leur création (DAC)	353	457	(23)
Prêts dépréciés nets excluant les prêts DAC <sup>(2)</sup>	663	329	102
Dépôts moyens <sup>(1)</sup>	15 145	12 174	24
Ratio d'efficacité <sup>(2)</sup>	30,4 %	30,7 %	

(1) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

(2) Consulter le « Glossaire » aux pages 47 à 50 pour plus de détails sur la composition de ces mesures.

Le secteur FSEU&I affiche un résultat net de 183 M\$ au premier trimestre de 2025, par rapport à 150 M\$ au trimestre correspondant de 2024, une hausse de 22 %. La croissance du revenu total du secteur de 24 % provient des filiales Credigy et ABA Bank et a été atténuée par l'augmentation des frais autres que d'intérêts et des dotations aux pertes de crédit.

### Credigy

Le résultat net de la filiale Credigy de 59 M\$ pour le premier trimestre de 2025 est en hausse de 8 M\$ ou 16 % par rapport au trimestre correspondant de 2024. Le revenu total se chiffre à 145 M\$ pour le premier trimestre de 2025 comparativement à 125 M\$ au premier trimestre de 2024, une hausse qui s'explique par la croissance des volumes de prêts ainsi que par l'impact de la variation du taux de change. Les frais autres que d'intérêts s'élèvent à 40 M\$ pour le premier trimestre de 2025, une hausse de 5 M\$ par rapport au trimestre correspondant de 2024 en raison de la rémunération et des avantages du personnel, des honoraires professionnels, ainsi que de l'impact de la variation du taux de change. Les dotations aux pertes de crédit sont en hausse de 5 M\$ par rapport au premier trimestre de 2024, en raison de l'augmentation des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés, conséquence de la maturation normale des portefeuilles de prêts, et des dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés, compensée en partie par la diminution des dotations aux pertes de crédit sur les prêts DAC.

### ABA Bank

Le résultat net de la filiale ABA Bank de 114 M\$ pour le premier trimestre de 2025 est en hausse de 21 M\$ ou 23 % par rapport au trimestre correspondant de 2024. La hausse du revenu total de 28 % s'explique principalement par la croissance soutenue des actifs, par la baisse des frais d'intérêts sur les dépôts, ainsi que par l'impact de la variation du taux de change. Les frais autres que d'intérêts du premier trimestre de 2025 s'établissent à 83 M\$, en hausse de 18 M\$ ou 28 % par rapport au premier trimestre de 2024, ce qui s'explique par l'augmentation de la rémunération et des avantages du personnel, par la hausse des frais d'occupation, attribuable à la croissance des activités de la filiale et à l'ouverture de nouvelles succursales, ainsi que par l'impact de la variation du taux de change. Les dotations aux pertes de crédit, qui totalisent 21 M\$ pour le premier trimestre de 2025, sont en hausse de 10 M\$ par rapport au premier trimestre de 2024. Cette augmentation s'explique par la hausse des dotations aux pertes de crédit sur les prêts dépréciés et par la variation des dotations aux pertes de crédit sur les prêts non dépréciés.



## Autres

(en millions de dollars canadiens)		Trimestre terminé le 31 janvier	
		2025	2024 <sup>(1)</sup>
<b>Résultats d'exploitation</b>			
Revenu net d'intérêts		(60)	(65)
Revenus autres que d'intérêts		(49)	(12)
Revenu total		(109)	(77)
Frais autres que d'intérêts		74	31
Résultat avant dotations aux pertes de crédit et charge d'impôts		(183)	(108)
Dotations aux pertes de crédit		3	(4)
Résultat avant charge d'impôts		(186)	(104)
Charge (économie) d'impôts		(51)	(33)
<b>Perte nette</b>		<b>(135)</b>	<b>(71)</b>
Participations ne donnant pas le contrôle		–	–
Perte nette attribuable aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque		(135)	(71)
Moins : Éléments particuliers après impôts <sup>(2)</sup>		(53)	–
<b>Perte nette – ajustée <sup>(2)</sup></b>		<b>(82)</b>	<b>(71)</b>
Actif moyen <sup>(3)</sup>		<b>68 746</b>	<b>62 459</b>

(1) Certains montants ont été ajustés à la suite de la cessation de la présentation des revenus et de la charge d'impôts selon la méthode de l'équivalent imposable.

(2) Consulter le « Mode de présentation de l'information » aux pages 4 à 9 pour le détail des mesures financières non conformes aux PCGR.

(3) Représente la moyenne des soldes quotidiens de la période.

La rubrique *Autres* des résultats sectoriels affiche une perte nette de 135 M\$ au premier trimestre de 2025 comparativement à une perte nette de 71 M\$ pour le trimestre correspondant de 2024. La variation de la perte nette s'explique par l'amortissement des frais d'émission des reçus de souscription pour un montant de 20 M\$, déduction faite des impôts, ainsi que par une contribution moins élevée des activités de trésorerie, notamment en raison d'une perte de 17 M\$, déduction faite des impôts, en lien avec la gestion des variations de la juste valeur relativement à l'acquisition de CWB. De plus, les frais autres que d'intérêts sont en hausse par rapport au premier trimestre de 2024, principalement en raison de l'augmentation de la rémunération et des avantages du personnel, ainsi que des charges d'acquisition et d'intégration de CWB. Les éléments particuliers enregistrés au cours du premier trimestre de 2025, liés à l'acquisition de CWB, ont eu un impact défavorable de 53 M\$ sur la perte nette. La perte nette ajustée de 82 M\$ pour le trimestre terminé le 31 janvier 2025 se compare à 71 M\$ pour le trimestre correspondant de 2024.

## Bilan consolidé

### Résumé du bilan consolidé

(en millions de dollars canadiens)	Au 31 janvier 2025	Au 31 octobre 2024	Variation %
<b>Actif</b>			
Trésorerie et dépôts auprès d'institutions financières	34 608	31 549	10
Valeurs mobilières	159 086	145 165	10
Valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées	15 229	16 265	(6)
Prêts, déduction faite des provisions	246 620	243 032	1
Autres	28 290	26 215	8
	<b>483 833</b>	<b>462 226</b>	<b>5</b>
<b>Passif et capitaux propres</b>			
Dépôts	351 095	333 545	5
Autres	104 077	101 873	2
Dettes subordonnées	2 265	1 258	80
Capitaux propres attribuables aux actionnaires et aux détenteurs d'autres instruments de capitaux propres de la Banque	26 395	25 550	3
Participations ne donnant pas le contrôle	1	–	
	<b>483 833</b>	<b>462 226</b>	<b>5</b>

### Actif

Au 31 janvier 2025, l'actif total de la Banque s'établit à 483,8 G\$ comparativement à 462,2 G\$ au 31 octobre 2024, soit une augmentation de 21,6 G\$ ou 5 %. La trésorerie et les dépôts auprès d'institutions financières, soit 34,6 G\$ au 31 janvier 2025, sont en hausse de 3,1 G\$, principalement en raison de l'augmentation des dépôts auprès d'institutions financières réglementées, notamment la Réserve fédérale américaine, atténuée par la diminution des dépôts auprès de la Banque du Canada.

Les valeurs mobilières augmentent de 13,9 G\$ par rapport au 31 octobre 2024, en raison de l'augmentation de 10,6 G\$ ou 9 % des valeurs mobilières à la juste valeur par le biais du résultat net, hausse essentiellement attribuable aux titres de participation. Par ailleurs, les valeurs mobilières autres que celles évaluées à la juste valeur par le biais du résultat net sont en hausse de 3,3 G\$. Les valeurs mobilières acquises en vertu de conventions de revente et valeurs mobilières empruntées ont diminué de 1,1 G\$ par rapport au 31 octobre 2024, principalement en lien avec les activités du secteur des Marchés financiers.